

FAITS SAILLANTS

- L'insécurité dans la zone de Geti, dans le sud d'Irumu en Province Orientale, affecte, entre autres, la sécurité alimentaire.
- Quatre sites abritant des personnes déplacées ont été attaqués en mars
- Plus de 204 000 personnes ont été déplacées au Nord-Kivu durant les trois premiers mois de l'année

CHIFFRES CLES

Personnes déplacées internes	2,7 M
Cas de choléra au Katanga Jan-mars 2015	2 000
Cas de SGBV en Province Orientale en 2014 (6 territoires)	2 895
Nombre de réfugiés en RDC	221 737
Nombre d'incidents de protection au Nord-Kivu et Orientale (février 2015)	6 348
Nombre de Casques Bleus	18000

FINANCEMENTS

692 millions
fonds requis (en US\$)

12% financés

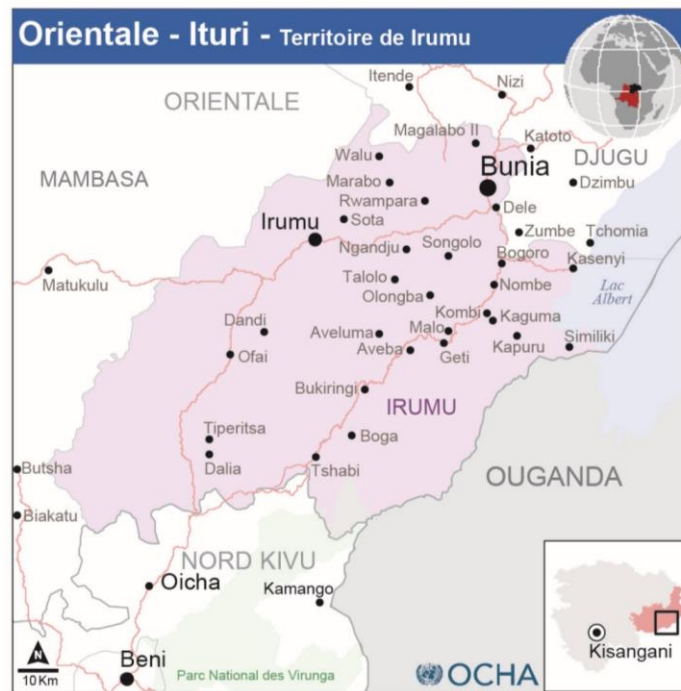


Les transports aériens sont un outil vital de l'action humanitaire en RDC. Credit : OCHA/N.Frerotte

Au sommaire

- En attendant la paix au sud d'Irumu P.1
- Catastrophes naturelles au Katanga P.3
- Insécurité grandissante au Nord Kivu P.5
- Les routes du Sud-Kivu, défi herculéen P.7

En attendant la paix au sud Irumu



Le désarmement des miliciens de Force de résistance patriotique de l'Ituri (FRPI) lancé en novembre 2014 – avec en prime la reddition de son leader Cobra Matata et quelques officiers – symbolisait pour la population du sud du Territoire d'Irumu une leur d'espoir. Mais l'espoir s'est très vite dissipé car leur arrestation et transfèrement a eu un effet contraire : elles ont fait dérailler l'opération.

Aujourd'hui de nombreux acteurs -- membres de la société civile, notables et autorités locales -- plaident auprès de

Kinshasa pour la poursuite des négociations en lieu et place d'un désarmement forcé. Entre temps, le sud Irumu est à la merci des miliciens incontrôlés et réfractaires au désarmement. Les populations civiles paient un lourd tribut avec des affrontements à répétition entre les miliciens et les FARDC. De multiples incursions et attaques des miliciens dans plusieurs villages contraignent les populations aux incessants déplacements. Le retour des personnes déplacées dans leurs villages d'origine s'est ralenti depuis plusieurs semaines. La communauté humanitaire reste préoccupée par l'escalade de violences observée dans le sud Irumu et craint un rétrécissement de l'espace humanitaire.

Dans la collectivité de Walendu Bindi, par exemple, la précarité du contexte sécuritaire et la pérennisation des hostilités entravent la mise en œuvre des programmes de relèvement précoce, de transition et le renforcement de la résilience communautaire. La

relance des projets de développement à l'heure actuelle est en veilleuse. Le sud Irumu reste à ce jour tributaire de l'aide humanitaire.

Dégradation de la situation alimentaire

Une des conséquences de cette insécurité est la dégradation de la situation alimentaire dans le territoire. Le rapport d'analyse du 12ème cycle du Cadre intégré de la classification de la sécurité alimentaire (IPC), rédigé en décembre 2014, signale que le Territoire d'Irumu -- particulièrement les zones de santé de Geti, Komanda, Boga et Tchabi -- est en insécurité alimentaire aiguë. Les experts en sécurité alimentaire ont classifié cette région en **phase 4 d'urgence alimentaire au dernier semestre 2014, alors qu'au premier trimestre il était en phase 3**. Cette insécurité alimentaire se justifie, entre autres, par des conflits armés ayant entraîné d'importants mouvements de population et gravement nuit aux moyens d'existence des populations. Environ 260 000 personnes dont les personnes déplacées, retournées ainsi que les communautés locales sont affectées par cette insécurité alimentaire. L'accès à leurs champs est restreint à cause de l'insécurité. Une enquête nutritionnelle, effectuée en octobre 2014 par le gouvernement congolais via le Programme national nutritionnel (PRONANUT) dans la Zone de santé de Geti, a relevé que le taux de malnutrition (12,1%) dépasse les seuils d'urgence établis à 10% pour la malnutrition aiguë globale.

5: Nombre d'attaques contre des sites abritant des personnes déplacées internes au sud d'Irumu durant le seul mois de mars 2015

Quand l'insécurité affecte la réponse humanitaire



Des milliers d'enfants congolais n'aspirent qu'à une chose : vivre leur enfance. Crédit : S.Mabaluka/OCHA

La dispersion des miliciens dans certaines zones où les militaires sont quasiment absents, pourrait exposer, à la longue, certaines localités à un intense activisme des miliciens. Cela pourrait aussi entraîner une réduction de l'espace humanitaire et entraver la livraison de l'assistance humanitaire. Le mécanisme de Réponse rapide aux mouvements de population a mis en *stand-by* son intervention en articles ménagers

essentiels, au courant de la troisième semaine du mois de mars, en raison du contexte sécuritaire. En janvier, avec la reprise des hostilités dans la région d'Aveba et les villages périphériques, certaines organisations humanitaires avaient dû surseoir momentanément à leurs interventions, évaluations. Le Programme alimentaire mondial (PAM) n'avait pas pu distribuer de vivres à Bukiringi, Aveba, Geti et autres localités en raison des affrontements du début de mois de janvier. Plus de 17 000 personnes (soit 3588 ménages) avaient été privées d'aide à cause de l'insécurité.

Réponses humanitaires dans un contexte difficile

Les organisations humanitaires sont confrontées à plusieurs contraintes. Présentement des besoins vont croissant, avec les nouvelles attaques ADF (Nord-Kivu) qui s'étend sur le District de l'Ituri. La mobilisation des ressources financières additionnelles est requise pour une réponse multisectorielle en faveur des PDI/retournées du sud Irumu,

Malgré la persistance des besoins humanitaires, de nombreuses organisations ont mis fin à leur projet, faute de moyens financiers.

Les retombés économiques d'un retour à la paix en Ituri sont grandes, vu les ressources humaines et les atouts naturelles de cette zone.

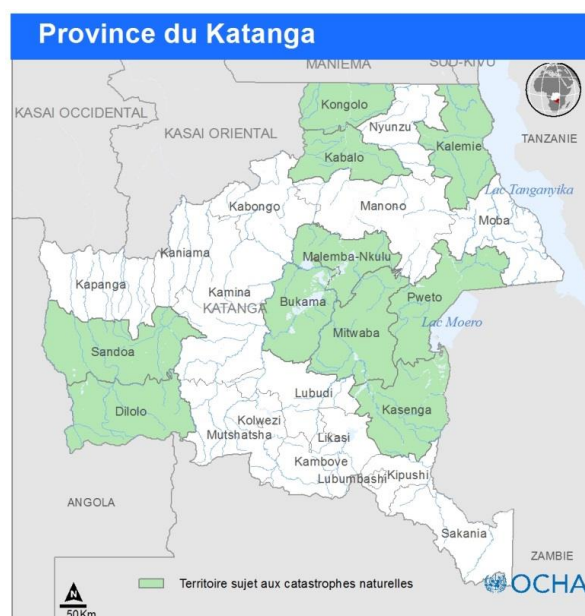
sans oublier des personnes déplacées venues du Nord Kivu à cause des exactions d'ADF. Depuis le déclenchement de la crise du sud Ituri en 2013, les acteurs humanitaires ne ménagent aucun effort pour venir en aide à plus de 250 000 personnes.

En 2014, plus de 50 000 personnes (déplacées, retournées, communauté d'accueil) ont bénéficié de l'assistance du mécanisme de Réponse rapide aux mouvements de population (RRMP). L'aide se poursuit cette année dans les zones encore accessibles dans le sud Ituri. Sur financement d'ECHO, l'ONG CESVI a assisté plus de 46 000 personnes déplacées et retournées en eau, hygiène et assainissement dans les zones de santé de Geti et Komanda, entre mars 2014 et février 2015. Le Programme alimentaire mondial (PAM) et les organisations non gouvernementales INTERSOS, COOPI, ALDI et Solidarités International sont parmi les nombreuses organisations qui ont effectué des projets en sécurité alimentaire. En santé l'ONG MEDAIR appuie 95 000 personnes en soins de santé dans les zones de santé de Boga et Geti. Cette assistance financée sur fonds propre de MEDAIR s'étale sur une année, soit d'avril 2014 à avril 2015.

Que réserve le futur?

Beaucoup d'analystes de la situation politico-sécuritaire en Ituri pensent que le retour d'une paix durable dans cette partie du district passe par l'implication des autorités du gouvernement congolais à la résolution de cette crise, vieille de plus d'une décennie. La reprise des négociations sur le processus de désarmement, démobilisation et réinsertion des éléments de FRPI est vivement souhaitée et constitue aussi un des leviers indispensables à la désescalade des violences. Des opérations militaires, même si à long terme pourraient faire plier les miliciens, ne font qu'accentuer la vulnérabilité des populations civiles, condamnées à l'errance et à la dépendance de l'aide humanitaire. Le gouvernement est-il prêt à engager des nouvelles discussions avec les miliciens ou privilégie-t-il sa politique de vas-t-en guerre ? Si la première option l'emporte sur la seconde, cela consacrera peut-être à moyen terme le renforcement de la résilience communautaire et la mise en place des programmes de transition. Cette riche région redeviendra ainsi la locomotive de la relance économique du District de l'Ituri.

Le Katanga et ses catastrophes cycliques



2015 débute mal sur le front des intempéries au Katanga : des pluies torrentielles, tempêtes, vents violents se sont succédé en cette saison de pluies, affectant plusieurs milliers de personnes. Depuis janvier, les territoires de Bukama, Kabalo, Kasaji, Kasenga, Malemba Nkulu ont été sinistrés. Près de 55 000 personnes dont plus de 48 000 dans la cité de Malemba Nkulu et à Mulongo, ont été victimes des inondations. Près de 10 000 maisons, écoles et autres édifices ont été détruits. Ces intempéries ont également dévasté de centaines d'hectares de champs. Des évaluations multisectorielles indiquent que les besoins urgents sont enregistrés

dans presque tous les domaines. A Malemba Nkulu, par exemple, environ 3 600 élèves dont plus de 1 500 filles n'ont plus accès à l'école depuis le 15 janvier dans les neuf écoles primaires répertoriées. Près de 950 enfants de moins de 5 ans et 200 femmes enceintes et allaitantes vivent dans des conditions précaires. La majorité de ces sinistrés ont trouvé refuge dans des écoles, églises ou vivent dans des familles d'accueil. Leur condition nécessite une assistance multisectorielle urgente.

Entre avril et décembre 2014, près de 104 000 personnes sont restées sans abris suite aux inondations causées par des pluies diluviennes et débordements des rivières, dans les territoires de Bukama, Dilolo, Kabalo, Kalemie, Malemba Nkulu ainsi que la localité de Lukafu, territoire de Kasenga.



Réponses inadéquates

Au Katanga, les réponses faces aux catastrophes naturelles restent faibles par manque de financement. Même lorsqu'il y a financement, l'assistance n'est ni coordonnée, ni harmonisée entre les autorités et les acteurs humanitaires.

Entre 2013 et 2014, aucun financement humanitaire n'a été alloué au Katanga pour répondre aux conséquences des catastrophes naturelles. Pourtant, celles-ci sont identifiées dans le Plan d'action humanitaire comme l'une des quatre crises prioritaires, avec les violences et conflits armés, les épidémies et la crise nutritionnelle. Par manque de ressources, les acteurs humanitaires n'ont pu assister en 2014 que 15% des sinistrés, soit 16 500 personnes sur près de 104 000 personnes affectées. De son côté, le Gouvernement provincial a remis plus 20 000 dollars US aux ménages sinistrés pour reconstruire leurs maisons écroulées, à Kalemie. De nombreuses autres personnes sont restées avec des besoins énormes.

Pour 2015, les acteurs humanitaires ont besoin de 1,3 millions de dollars US pour répondre aux besoins de plus 48 000 personnes sinistrées à Malemba Nkulu et Mulongo. Le plan de réponse mis en place devra adresser les besoins dans les domaines des abris, articles ménagers essentiels, nutrition, sécurité alimentaire et éducation en faveur de ces personnes qui n'ont pas encore reçu d'assistance humanitaire, faute de financement. Cette situation est venue aggraver la vulnérabilité de ces populations, qui déjà, font face à d'autres problèmes chroniques tels que les épidémies de choléra et de rougeole.

Cet appel à la mobilisation de fonds vise à appuyer l'assistance apportée en février par le gouvernement provincial aux sinistrés de Malemba Nkulu. Ce dernier avait alloué plus de 180 000 dollars US afin d'aider les ménages sinistrés à reconstruire leurs maisons détruites à Malemba Nkulu. Une autre difficulté liée à l'accès, qui jusque-là bloquait l'assistance à ces personnes, sera bientôt levée grâce aux travaux de réfection en cours du pont du village Mpemba, à 3 km de Mulongo par les autorités provinciales.

Cependant, les acteurs humanitaires plaident pour que les réponses face aux catastrophes naturelles aillent, autant que possible, au-delà « de sauver des vies » et se fassent de façon à avoir un impact durable.

Que faire ?

Depuis 2013, les services étatiques et les acteurs humanitaires, en collaboration avec l'organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), ont mis en place un Conseil de gestion des risques et de catastrophes naturelles. Un document de la stratégie provinciale de gestion des risques de catastrophes naturelles a été aussi élaboré. Ce document prévoit des actions et décisions à prendre par les autorités, des mesures d'atténuation et de prévention sur les impacts dus aux catastrophes naturelles.



Cependant, les capacités opérationnelles sont faibles au Katanga. Même si la stratégie provinciale propose des mesures pour mitiger l'impact des catastrophes naturelles et faciliter une réponse, une meilleure compréhension des causes des inondations pourrait aussi permettre de minimiser ou d'empêcher les dommages qu'il pourrait générer.

Au Katanga, environ 100 000 personnes sont affectées chaque année par des phénomènes naturels – inondations dues aux débordements des cours d'eau, fortes pluies avec vents violents, etc.

1,3 millions USD Montant
nécessaire pour assister plus de
48 000 sinistrés à Malemba Nkulu et
Mulongo

Les enquêtes menées en 2013 par la FAO révèlent que les inondations représentent la forme la plus récurrente des catastrophes naturelles qui sévissent dans la province, provoquant beaucoup de dégâts.

Sur les 22 territoires que compte le Katanga, 10 sont sujets aux catastrophes naturelles et présentent des risques élevés. Il s'agit des territoires de Bukama, Dilolo, Kabalo, Kalemie, Kasenga, Kongolo, Malemba Nkulu, Mitwaba, Pweto et Sandoa.

Au Katanga ou ailleurs en RDC, les zones affectées par les catastrophes naturelles sont aussi celles concernées par la pauvreté, la faiblesse des infrastructures et la faible préparation de la part des autorités et des communautés. Ces facteurs structurels viennent affaiblir les communautés et contribuer à augmenter l'impact des crises humanitaires.

Si la tendance actuelle des intempéries se maintient, le nombre de personnes affectées par les catastrophes naturelles au Katanga pourrait doubler cette année par rapport à 2014. Actuellement, la FAO et ses partenaires étatiques organisent une série de formation sur la collecte et le traitement des données. Des équipements de surveillance sont également installés à Bukama, Kabalo, Kalemie, Malemba Nkulu et Pweto. Cependant, les katangais espèrent voir plus d'actions concrètes dans la province pour prévenir et faire face aux conséquences des catastrophes naturelles.

Une forte mobilisation provinciale, nationale et internationale est nécessaire afin de rendre opérationnel le plan stratégique. Pour ce faire il faut amener l'Etat congolais à allouer un budget conséquent pour appuyer les activités de réduction des risques de catastrophes et mettre en place une approche holistique dans la gestion de catastrophes impliquant à la fois la gestion des urgences humanitaires et la mise en place des stratégies des mécanismes pérennes allant de la transition vers le développement.

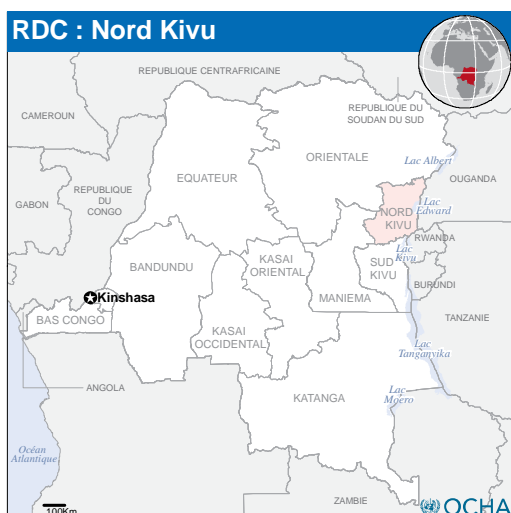
Cependant, les grands défis au Katanga demeurent la formation des communautés aux techniques de mitigation, la mise en place d'un système de contingence pour les zones les plus affectées et l'appui en intrants agricoles et semences résistantes aux inondations.

Nord-Kivu: Insécurité grandissante dans plusieurs territoires de la province

Le contexte sécuritaire volatile qui règne dans la Province du Nord-Kivu depuis le début de l'année 2015 engendre plusieurs conséquences humanitaires, notamment en termes de mouvement de population et de protection des civils. Depuis janvier 2015, une soixantaine de villages et localités, en majorité dans les territoires de Masisi, Rutshuru et Walikale, se sont vidés de leurs populations. Selon les données de la Commission des mouvements de population (CMP), plus de 204 000 personnes se seraient déplacées entre janvier et mars 2015 dans la province du Nord-Kivu.



28 : Nombre de cas
d'homicides en janvier. Ce
chiffre a augmenté de
657% en février pour
atteindre 212 cas.



Toutefois, il est à noter que plusieurs personnes ont déjà commencé à retourner dans leurs zones d'origine. En effet, dans la majorité des cas il s'agissait de déplacements préventifs et donc très temporaires, notamment dans le Territoire du Rutshuru, en anticipation des opérations militaires des Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC) contre les combattants des Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR). D'ailleurs dans ce territoire il s'observe un retour progressif des déplacés vers leurs milieux d'origine, en raison d'une certaine accalmie au niveau des opérations militaires.

Les affrontements entre les FARDC et les FDLR dans le Territoire de Rutshuru représentent la principale cause de déplacement. Autres éléments à ne pas négliger : le vide sécuritaire observé dans certaines localités suite au redéploiement sans relève des soldats des FARDC vers les zones d'opérations militaires ainsi que l'activisme accru et les tensions permanentes entre les groupes armés dans les territoires de Beni, Lubero, Walikale et Masisi contribuent également à la détérioration générale de la situation sécuritaire.

À Nyabiondo, dans le Territoire de Masisi, au cours des dernières semaines de mars, le climat d'insécurité était tel que près de 13 000 personnes, en majorité des femmes et des enfants, se réfugiaient chaque soir autour d'endroits jugés sécurisés comme les bases opérationnelles de la MONUSCO et de Médecins sans Frontières (MSF) et près de l'église 8e CEPAC. Ce groupe était composé en majeure partie de résidents de Nyabiondo. Il y avait aussi près de 4 000 personnes ayant fui les combats qui se sont déroulés entre le 14 et le 19 mars sur l'axe Nyabiondo - Lukweti entre les FARDC et les éléments de l'Alliance patriotique pour un Congo libre et souverain (APCLS), un des nombreux mouvements armés qui écument la zone. La situation s'étant stabilisée, toutes ces personnes ont pu commencer à regagner leur domicile.

La protection des civils demeure une préoccupation persistante

Face au contexte sécuritaire volatile, la protection des civils demeure une préoccupation importante, particulièrement dans les territoires de Rutshuru, Masisi et Walikale. Homicides, enlèvements, pillages, exactions, viols, pour ne citer que ceux-là; les incidents de protection contre les civils deviennent de plus en plus fréquents. Le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) rapporte plus de 3 653 incidents de protection au mois de février 2015, soit une augmentation de 20% par rapport à janvier 2015.

La défaite de mouvement armé M-23 ne s'est pas traduite pas une amélioration automatique de la sécurité au Nord-Kivu. Certains croient que la situation est restée inchangée.

204 048 :

Nombre estimé de personnes déplacées au Nord Kivu depuis janvier 2015

Selon le HCR, le nombre d'homicides dans la Province du Nord-Kivu a augmenté de 657% entre janvier et février 2015 passant de 28 cas en janvier à 212 cas en février. De même,

depuis le début du mois de mars, il s'observe une recrudescence inquiétante du nombre de kidnapping. Par exemple, plus d'une trentaine de cas d'enlèvement de personnes aurait été rapporté pour les deux premières semaines du mois de mars, selon des sources sécuritaires de Goma.

Il va sans dire que dans ce contexte sécuritaire volatile la communauté humanitaire du Nord-Kivu redoute les conséquences humanitaires. Par exemple, dans les groupements de Busanza, Bukoma, Binza et Gisigare situés dans l'est du Territoire de Rutshuru, les paysans accèdent difficilement à leurs champs en raison des restrictions de mouvements imposées de part et d'autres par les FDLR et les FARDC : les FDLR réclameraient le paiement d'un droit de passage aux paysans qui voudraient accéder à leurs champs et procéderaient à la récolte des produits agricoles dans certaines zones ; de l'autre côté, les militaires FARDC interdiraient l'accès aux champs pour des raisons de sécurité, notamment ceux situés dans les zones d'opérations militaires. À long terme, cela pourrait avoir des répercussions sur la sécurité alimentaire. En effet, plusieurs agriculteurs risquent de perdre une partie de leurs récoltes ce qui à long terme pourrait se traduire par l'augmentation des prix de certains produits et denrées alimentaires de première nécessité.

Les craintes pour la protection des civils entraînent également des fermetures d'écoles. C'est le cas notamment de l'école primaire de Nyundo dans le groupement de Busanza (nord-est de Rutshuru centre) qui a fermé ses portes suite à une forte présence d'éléments des FDLR dans la zone.

Plaider pour le renforcement de la sécurité des civils

La dégradation de la situation sécuritaire dans le Territoire de Rutshuru soulève des inquiétudes autant auprès de la société civile que chez les humanitaires. La faible présence militaire et de la police nationale congolaise (PNC) dans certaines parties du territoire en raison du déploiement des troupes pour l'Opération SOKOLA II, et les mouvements continus des groupes armés traqués par les FARDC risquent de contribuer à l'augmentation de la criminalité sur le territoire.

Cela réaffirme l'importance pour les autorités congolaises de prendre action pour mieux protéger les populations locales et permettre aux humanitaires de travailler librement. La société civile de Rutshuru réclame de meilleures mesures de protection auprès des autorités locales. De même, les humanitaires, avec l'appui de OCHA, continuent de mener des plaidoyers auprès des FARDC et de la PNC pour tenter de trouver des solutions durables, notamment à travers la sécurisation des zones touchées par les braquages, attaques et pillages sur les civils, y inclus les humanitaires.

Les routes du Sud-Kivu, défi herculéen

Investir dans l'infrastructure routière ne bénéficierait pas seulement à l'action humanitaire mais à toute l'économie de la province.



Les transports aériens sont un outil vital de l'action humanitaire en RDC. Credit : OCHA/N.Frerotte

Au Sud-Kivu, 60% des routes demeurent difficilement praticables ou infranchissables, cette proportion étant accentuée dans les zones d'intérêt humanitaire souvent enclavées. Dans la majeure partie de Shabunda, territoire le plus affecté par les déplacements en 2014, l'accès n'est possible que par voie aérienne, augmentant de près de 25% le coût du transport

de l'aide d'urgence. Pour transporter par voie routière des articles ménagers essentiels (AME)

pour 200 familles vulnérables, une organisation humanitaire déboursa en moyenne US\$ 2 500, et US\$ 3 100 pour une rotation en avion avec une quantité d'AME réduite pour 150 familles seulement. En 2013, le regroupement des organisations humanitaires œuvrant dans la logistique (Cluster logistique) avait acheminé gratuitement par voie aérienne 220 tonnes d'assistance humanitaire vers le Territoire de Shabunda dans le cadre d'un projet financé par le Département britannique de développement international (DFID) à hauteur de US\$ 370 000, montant qui représentait 55% du total des besoins en transport aérien vers Shabunda. L'année passée, la Direction générale d'aide humanitaire et de la protection des civils de la Commission Européenne (ECHO) avait gratuitement permis la mobilité à plus de 2 300 agents humanitaires du Sud-Kivu et l'acheminement de plus de 80 tonnes d'aide humanitaire grâce à son programme ECHO Flight.

Cependant, la détérioration de la piste d'atterrissage de Shabunda en début de cette année a amené cette organisation à suspendre ses vols durant une semaine. Pendant que la Régie des voies aériennes (RVA) poursuit les travaux de réhabilitation de la piste, ECHO a repris ses vols avec des avions plus légers afin de garantir la continuité des activités humanitaires à Shabunda. Si les autorités n'initient pas une réhabilitation plus approfondie, l'accès à la majeure partie des personnes vulnérables de Shabunda serait compromis. C'est ce qui était arrivé en février 2013 lorsqu'ECHO avait suspendu ses vols vers le Territoire de Fizi à cause de la dégradation de la piste de Baraka, laquelle n'est toujours pas réhabilitée. Dans le Territoire de Kalehe, la route entre Kando et Hombo-Sud menace d'être coupée suite aux fortes pluies et problèmes de canalisation des eaux. La seule solution pour les acteurs humanitaires œuvrant dans la zone, notamment le Programme élargi d'assistance aux retournés (PEAR), sera d'atteindre Hombo Sud depuis le Nord-Kivu, rallongeant jusqu'à plus de 200 km le parcours et exposant les humanitaires aux risques sécuritaires. Sur d'autres axes d'intérêt humanitaire, le temps de parcours peut tripler ou doubler selon les saisons du fait de la forte dégradation des routes.

Au-delà des efforts de la communauté humanitaire, une forte implication des autorités s'avère nécessaire dans leur mission première d'apporter assistance aux personnes vulnérables. En 2014, le Cluster logistique a réhabilité 210 km de routes d'intérêt humanitaire.

